



NOUVELLES IMAGES d'HAÏTI

Le mensuel du Collectif Haïti de France
EDITORIAL — Mars 2020

SOMMAIRE

Page 1

L'ARTICLE DU MOIS

Comment les femmes secouent le monde politique

Page 3

VU DANS LA PRESSE ET
L'EDITION

Page 4

LES NOUVELLES DE NIH ONT
UNE ENERGIE DURABLE

L'ACTUALITE DU CHF

Bientôt un nouveau jeu ECSI !

Traditionnellement, les femmes en Haïti sont appelées les « poto mitan » de la famille, le poteau central de la maison. Dans « le pays en dehors » comme l'a désigné Gérard Bathélemy, ce sont elles qui se chargent des enfants, qui vont au marché vendre les produits du jardin et acheter les provisions, qui ouvrent un petit commerce au marché ou devant la maison, qui cultivent un petit lopin de terre près de la maison, qui font la cuisine, la vaisselle, la lessive, aidées de leurs filles qui deviendront de bonnes épouses et à leur tour « poto mitan » de la famille... Montant ou descendant les mornes, elles portent de lourdes charges sur la tête. Elles font tout ça « san pran souf », sans s'arrêter pour souffler.

C'est dans ce rôle qu'on aimerait que les femmes restent cantonnées. Les mouvements féministes voudraient les aider à le dépasser.

L'ARTICLE DU MOIS

Haïti : Comment les femmes secouent le monde politique

Par Sabine Lamour du CETRI, le 10 février 2020

L'originalité du mouvement féministe haïtien tient au fait qu'il ne peut être pensé ni en termes de vague (première, deuxième ou troisième) ni en termes de courant défini (libéral, Black, décolonial...). Ce mouvement à l'encontre des autres mouvements féministes contribue énormément à l'identification des réalités nationales qui font problème, comme par exemple, les violences faites aux femmes et aux filles, la participation politique, l'impunité, la souveraineté nationale et la lutte contre l'obscurantisme.

Chaque fois qu'un problème se pose au niveau national, les féministes prennent le devant de la scène pour porter des revendications et dessiner des orientations, comme fut le cas en 1915 (début de l'occupation d'Haïti par les Etats-Unis),

1957 (montée de Duvalier au pouvoir, Papa Doc), 1986 (chute de Duvalier, Baby Doc), 1991 (coup d'Etat militaire contre le gouvernement de Jean Bertrand Aristide), 2004 (chute du pouvoir Lavalas).

Pour parler de ses actions sur la scène politique ces dix dernières années, nous mettrons l'accent sur : premièrement, les pertes subies pendant le séisme, ensuite, l'exclusion des féministes haïtiennes menée par des acteurs internationaux présents en Haïti après le séisme, après les actions de rétablissement de la réalité, et en dernier lieu, les luttes contre les actions sexistes ou antiféministes engagées par les gouvernements haïtiens depuis cette époque.

Les pertes du mouvement féministe

La décennie 2010 a débuté avec le terrible séisme du 12 janvier 2010. La catastrophe a frappé de plein fouet le pays. Au nombre de ces victimes plusieurs féministes ont péri dont 3 leaders historiques du mouvement, à savoir : Magalie Marcelin dirigeante de Kay Fanm, Myriam Merlet dirigeante d'EnfoFanm et Anne Marie Coriolan, l'instigatrice de la SOFA (Solidarité des femmes haïtiennes). Ce fut un moment douloureux pour le mouvement. Les féministes n'ont même pas eu le temps de pleurer leurs sœurs. L'afflux international sans précédent qu'a connu le pays après la catastrophe : aucunes forces militaires étrangères, contingents humanitaires d'ONG, et de missionnaires, n'a manqué aussi de venir avec son lot de problème et d'agressions. Les ONG en ont profité pour prendre des décisions plus inadéquates les unes que les autres pour la population haïtienne.

Une lutte idéologique imposée par les acteurs externes

Dans cette logique, ces nouveaux acteurs se sont intéressés à la question des violences faites aux femmes au mépris des savoir-faire développés depuis plus de deux décennies par les organisations féministes post-dictature. Pour imposer leur légitimité dans la prise en charge des violences, les acteurs internationaux ont utilisé le concept d'épidémie de viol pour parler des violences faites aux femmes dans les camps. Il en a résulté une construction des Haïtiens comme des prédateurs sexuels et des Haïtiennes comme des proies. Ces propos ont dépolitisé le viol et les violences sexuelles subies par les femmes, alors que la construction politique du viol constitue un pan structurel fondamental du mouvement féministe depuis 1915.

Les organisations féministes post-1986 se sont rebellées contre cette situation. Elles ont réfuté le discours construit et ont aussi rejeté la collaboration proposée par certaines ONG et ont dénoncé ces intrusions malsaines dans les médias. Pour neutraliser les féministes et continuer leurs desseins, ces acteurs ont fait circuler à l'échelle mondiale la rumeur de la « mort du mouvement » (Magloire, 2018, Côté, 2018). Il en a résulté une évaluation négative du féminisme haïtien qui était alors disqualifié en tant qu'interlocuteur dans la résolution de la crise nationale après la catastrophe. La circulation de cette rumeur a facilité la montée d'un discours victimisant visant à nier toute forme de reconnaissance vis-à-vis du

travail déjà effectué par les féministes depuis la fin de la dictature. La parole des féministes survivantes de la catastrophe a aussi été délégitimée. Dans cette lutte pour l'information, l'accès des féministes aux plateformes médiatiques a été soumis à restriction ; leur visibilité a été réduite au profit d'organisations de femmes créées à la suite du cataclysme.

Quota des femmes ou responsabilité des hommes

Repliées dans leurs organisations respectives, durant les cinq années qui ont suivies le cataclysme les féministes ont mené une lutte sans merci pour que les femmes participent à tous les niveaux dans les espaces décisionnels. Dans ce cadre, la SOFA a conduit en 2015 une étude sur les obstacles qui empêchent les femmes d'accéder aux espaces décisionnels. Cette lutte a permis que les féministes soient reconnues en tant qu'interlocutrices à même de se positionner sur les questions nationales, menant à des plaidoyers pour qu'un nombre plus conséquent de femmes intègre ces espaces. Ces actions ont porté fruit et les féministes ont gagné la bataille de la représentativité au niveau des mairies et des collectivités territoriales. Tous les cartels des mairies ont au moins une femme sur les 3 membres obligatoires. C'est dans le sillage de cette lutte qu'il faut comprendre l'existence de l'association des femmes maires d'Haïti Fenafemh (Fédération nationale des femmes mairesses d'Haïti). Actuellement, les organisations féministes travaillent avec les élues locales, dont les mairesses, en vue de la conservation du quota de 30% reconnu par la Constitution amendée de 2011. En 2016 les féministes haïtiennes furent les premières à dénoncer les dérives de la MINUSTAH (Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti), les viols des mineures et des jeunes des deux sexes et l'abandon de leurs enfants par les casques bleus. Pour marquer leur désaccord, les féministes ont coupé les ponts avec la MINUSTAH en entamant une bataille pour la désoccupation du territoire haïtien par les soldats de l'ONU et le dédommagement des femmes abusées et les victimes du choléra.

Parallèlement, au cours de cette période, les luttes pour la dépénalisation de l'avortement s'est intensifiée. Cela tient au fait que les féministes se sont rendues compte des dégâts causés par cet acte dans la vie des femmes, particulièrement les plus pauvres. Elles ont donc monté un collectif, qui est essentiellement chargé de la lutte pour

l'accès des femmes aux droits à la santé sexuelle et reproductive.

Entre 2018 et 2019, les organisations de femmes post-1986 incluant la SOFA, ont mené une lutte acharnée contre le gouvernement en place en prenant des positions pour le départ du président actuel, en participant à des manifestations, en écrivant des notes pour la presse et en organisant des activités pour dénoncer les signaux rampant de la dictature. Cette lutte s'inscrit dans un combat contre l'obscurantisme et pour la survie de la société haïtienne. Outre ces actions menées durant la décennie, les féministes livrent une bataille sans répit contre le pouvoir PHTK (Parti Haïtien Tèt Kale) qui mobilisent une forme toxique de masculinité pour gouverner. En effet, ce pouvoir n'hésite pas à faire des appels aux viols des femmes quand celles-ci questionnent les autorités. Le PHTK ne prend aucune distance avec les hommes du pouvoir, des responsables dont les noms sont cités dans des agressions physiques et sexuelles de leurs proches et de leurs employées. Les dignitaires du PHTK utilisent le dénigrement, l'insulte, la violence et la corruption comme modes de gouvernement. Dans les luttes contre la corruption menée par la société haïtienne, le viol des femmes, notamment dans les quartiers populaires, est utilisée comme moyen de répression pour neutraliser la mobilisation. Pour contrer ces dérives, la SOFA (Solidarité des femmes haïtiennes), Kay Fanm (Maison des femmes) et Fanm Deside (Femmes déterminées) mènent sur le terrain un ensemble d'actions de conscientisation pour expliquer à la population le danger que représente ce pouvoir en montrant les similitudes qui existent entre le pouvoir PHTK et le pouvoir des Duvalier. Le pouvoir qui avait régné en Haïti en tuant, massacrant, pillant et violant pendant 29 ans avec la complicité d'une large frange de la communauté internationale, comme c'est le cas aujourd'hui avec le pouvoir PHTK. En conclusion, cette traversée de la décennie montre que le mouvement féministe porte dans son élan un double mouvement : la responsabilité vis-à-vis de la société haïtienne et l'espérance d'un lendemain meilleur.

Les femmes refusent la résignation. Depuis 1915, elles font de l'indignation un leitmotiv pour construire en Haïti une dynamique politique porteuse de transformation sociale. Fidèle à ses

piliers stratégiques construits sur un siècle de luttes, le mouvement féministe haïtien a pu imposer la question de la participation politique au sein du débat national de ces dix dernières années, quoique les moyens dont il dispose soient assez faibles. Pendant cette décennie, les femmes ont renforcé leur présence sur la scène politique au niveau des mairies et des collectivités territoriales. Elles se sont imposées en interlocutrices politiques incontournables avec la CONAP qui a mené durant la décennie précédente une lutte sans répit pour la visibilité du travail politique des féministes. Elles ont aussi réussi à ajouter la question du harcèlement au débat en tant que violence faite aux femmes avec l'Affaire Josué Pierre-Louis et elles ont réussi à imposer le terme Tizonnay dans le vocabulaire haïtien pour qualifier le harcèlement sexuel. Elles ont transformé les revendications politiques des femmes en politique publique à travers le plan National d'Égalité Femmes/Hommes et le plan national de lutte contre les violences faites aux femmes, tout en montrant la nécessité d'avoir une loi nationale pour lutter contre les violences. Sur le plan de la santé, elles ont montré la nécessité de lier le combat pour la dépénalisation de l'avortement à celui du droit à la vie, et pour l'accès aux droits à la santé sexuelle et reproductive. Elles ont relancé aussi la lutte contre l'impunité en portant avec le reste de la société la lutte contre la corruption et la gabegie administrative en participant à divers niveaux à la bataille sur les fonds Petro-Caribe. Outre ces actions, le gain le plus important est la transmission des savoir-faire féministes à une nouvelle génération de militantes afin de maintenir vivante la flamme de la combativité des femmes dans la société haïtienne. En définitive, au travers de cette présentation, la secousse restitue la manière dont les féministes sont obligées de lutter sur plusieurs espaces (international, national...) pour maintenir leurs acquis tout en militant pour en avoir de nouveaux. Ce choc évoque l'idée d'un séisme ; réplique après réplique, les femmes répondent à des situations d'agression pendant qu'elles se cramponnent aux piliers stratégiques qui supportent les revendications sociales du mouvement, et qui doivent les aider à dépasser les crises sociales et contribuer à construire la société.

VU DANS LA PRESSE ET L'ÉDITION

Agenda Culturel – 12/02/2020 - "Le goût de Haïti" de Georgia Makhoul, rencontre.

Les Haïtiens comme le dit Jean Price-Mars, l'un des auteurs que vous présentez, "ont un héritage culturel complexe qui puise dans ses racines africaines mais empruntent également à la culture française". Comment cela se traduit-il dans la littérature haïtienne ?

Je ne suis pas spécialiste ni chercheuse, je réponds donc en toute modestie, mais les écrivains haïtiens ont été très proches de ceux du mouvement de la négritude : Léopold Sédar Senghor, Aimé Césaire et Léon-Gontran Damas par exemple, avec lesquels ils ont collaboré et sur lesquels ils ont eu de l'influence. Beaucoup d'Haïtiens étaient présents lors du 1er congrès des écrivains et artistes noirs en 1956 à la Sorbonne. Mais les échanges ont été au moins aussi fructueux et intenses avec les écrivains

français, au premier rang desquels on peut citer les surréalistes et André Breton. De façon plus globale, les questions dont traitent les écrivains haïtiens ne sont pas des questions locales et particulières mais sont résolument brûlantes et véritablement universelles.

La littérature a-t-elle un rôle de gardienne de la mémoire ?

Oui, assurément. La littérature garde la trace de tout ce qui compte dans la vie des peuples. Parfois de façon instantanée, à la façon dont un sismographe enregistre toutes les secousses, qu'elles soient majeures ou plus imperceptibles. Et parfois il lui faut du temps pour prendre la mesure des événements et les métaboliser avant de s'en faire l'écho dans des œuvres.

Les nouvelles de NIH ont une énergie renouvelable

NIH n°175 (12/2018) : "Le défi des femmes haïtiennes"

HaïtiLibre – 04/03/2020 - 2ème Édition du «Women economy challenge» inscriptions ouvertes

Pour célébrer les femmes entrepreneuses dans le département du Sud, « Hope For Haiti » (HFH) organise la 2ème Édition du «Women economy challenge», une compétition permettant aux gagnantes de remporter des prix de 10 000, 5 000 et 3 000 dollars américains et une assistance technique pour le Premier Prix.

Cette compétition invite des femmes entrepreneuses à la tête d'organisations et d'entreprises dans le département du Sud travaillant sur des projets innovants et ciblant les

principaux domaines d'impact de HFH tels : éducation, énergie propre et environnement, sécurité alimentaire, santé et nutrition, éco-tourisme et technologie.

Nous mettons au défi ces entreprises et organisations de réfléchir en mettant l'accent sur l'innovation et de présenter leurs idées à un groupe de juges composé de ressortissants haïtiens et d'autres partenaires de « Hope for Haiti » (représentant des domaines susmentionnés).

L'ACTUALITE DU COLLECTIF HAITI DE FRANCE

Le Jeu du Timeline

Le CHF mettra dans quelques jours à votre disposition sur son centre de ressource un nouveau jeu. Ce dernier consiste à deviner l'ordre chronologique d'avancées historiques

relatives aux droits des femmes en Haïti.

Nouvelles Images d'Haïti est un bulletin du Collectif Haïti de France
21 ter rue Voltaire - 75011 Paris

Comité de rédaction : Bernard LERAY-GREVECHE Mathilde ORY, Giuliano BUZZAO
Geneviève GREVECHE-LERAY, Yves MICHEL THOMAS, Lucie HUGUET

Tél : 01 43 48 31 78 / comiteredaction@collectif-haiti.fr